



HAL
open science

La vie des entreprises sous l'Occupation : une enquête à l'échelle locale. La vie économique en Mayenne

Jacques Renard, Rémy Foucault

► To cite this version:

Jacques Renard, Rémy Foucault. La vie des entreprises sous l'Occupation : une enquête à l'échelle locale. La vie économique en Mayenne. Institut d'Histoire du Temps Présent. Réseau des correspondants départementaux. 1986. halshs-04268426

HAL Id: halshs-04268426

<https://shs.hal.science/halshs-04268426v1>

Submitted on 2 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CHAPITRE 22

La vie économique en Mayenne

par Jacques Renard et Rémy Foucault

Pour mesurer l'impact de la Seconde Guerre Mondiale sur les entreprises il faut étudier la vie économique entre les deux guerres. La population continue de baisser, de 267 732 personnes en 1911 à 251 348 en 1936.

La désindustrialisation de la Mayenne, commencée à la fin du XIXème siècle, se poursuit, sauf pour l'imprimerie, le bâtiment, les travaux publics et la métallurgie - notamment à Port-Brillet où la fonderie d'Armand Chappée passe aux mains de la Société Générale de Fonderie en 1929 -. Toutes les autres activités régressent ou stagnent : c'est le cas des activités traditionnelles de l'industrie textile et de l'industrie du cuir.

Les créations d'entreprises sont peu nombreuses et concentrées à Laval. Elles sont de plus en plus rares à partir de 1930.

Les patrons de l'industrie textile, activité dominante, ne souhaitent guère la venue d'industries métallurgiques et ne souhaitent pas non plus former la main-d'oeuvre. La crise économique aggrave la situation. Jusqu'en 1936 la production baisse dans de nombreux secteurs, notamment dans le textile, le chômage est important et augmente jusqu'à la guerre, les entreprises ont des difficultés. La politique du Front Populaire n'entraîne aucune reprise, bien au contraire !

Pour trouver des débouchés les entreprises en grand nombre se tournent vers l'exportation et certaines rationalisent leur production pour augmenter la productivité.

En 1938, la situation s'améliore un peu : la production augmente et le chômage diminue.

Quelle industrie en 1940 ?

C'est à partir de l'Occupation que les statistiques sur l'économie en Mayenne deviennent plus nombreuses afin de répondre aux besoins en produits et en main d'oeuvre pour le compte de Vichy ou de l'Allemagne. Parmi ces enquêtes, celles conduites par les Renseignements Généraux peuvent être privilégiées tant à cause de leur nombre que de leur qualité puisque les autres sources confirment toujours leurs estimations (Chambre de Commerce et d'Industrie, Inspection du Travail, Archives privées des entreprises). D'autre part la référence à 1939 (production, main d'oeuvre) fait rarement défaut.

Un bilan de l'économie mayennaise dans la première moitié de 1943 (1) destiné aux Allemands, permet de se faire une idée du faible tissu industriel mayennais. 156 entreprises du secteur secondaire occupant 5 ouvriers ou plus ont été recensées. La liste est quasiment exhaustive (on y trouve même une minuscule fabrique de couronnes mortuaires), bien qu'étrangement ont été "oubliées" les principales industries extractives les ardoisières de Renazé et la carrière de pierre de la Kabylie à Voutré. Nous les avons ajoutées. Ces 156 entreprises occupant à la mi-1943 6314 ouvriers se répartissent comme suit :

- par taille :
 - 129 entreprises de 5 à 49 ouvriers,
 - 13 entreprises de 50 à 99 ouvriers,
 - 14 entreprises de plus de 100 ouvriers (49,8 % des emplois)

- par branche :
 - métallurgie : 25,18 % des emplois
 - textile-habillement : 20,05 %
 - Industrie extractives et travail de la pierre : 16,60 %
 - cuirs et peaux (surtout chaussures) : 12,43 %
 - bâtiment, travaux publics : 9,77 %
 - industries agro-alimentaires : 5,57 %
 - imprimerie : 5,57 %
 - bois : 3,75 %
 - divers (dont chimie) : 2,09 %

On observera le peu de place occupé par les industries agro-alimentaires dans un département rural et le fait qu'à la faveur de la guerre, la métallurgie supprime le textile, industrie traditionnelle et "caractéristique" de la Mayenne.

Pour cette raison, ce tableau, pour exact qu'il soit, ne peut refléter les industries mayennaises de 1939. Il faut tenir compte, au milieu de 1943, des prélèvements de main d'oeuvre pour le STO, des effets de la concentration industrielle et du fait que l'entrée en guerre en 1939 amène quelques industries nouvelles.

C'est la situation "à l'arrière du front" qui permet à la Mayenne d'accueillir 4 entreprises métallurgiques importantes en comparaison d'unités locales. La fonderie CURY & CHARRIER à Laval, repli de la fonderie Deville dans les Ardennes (60 ouvriers en 1939), la ferblanterie GAUTHIER & Gorron (une centaine d'ouvriers), une fabrique d'instruments pour l'aéronautique Jules Richard à Laval (50 ouvriers) et enfin l'usine de pièces pour l'aéronautique Borel à Laval, qui devient en quelques mois la première entreprise du département : 10 personnes le 15 septembre 1939, 1 100 en juin 1940. (cas étudié plus haut)

La mobilisation industrielle de 1939 profite aussi aux entreprises locales même artisanales : fabrication de grillage pour l'intendance, sous-traitance d'usinage d'obus (la fonderie de Brives passe de 65 à 300 ouvriers et elle fabrique 6 000 obus par jour), entretien des poids lourds...

C'est dans le textile que la conversion est la plus rapide. La production fait alors un bond extraordinaire tandis que les commandes civiles subissent des restrictions, les matières premières étant réquisitionnées pour l'armée : la production des tissages Gustaves Denis de Fontaine Daniel, par exemple, passe de 500 à 3 500 pièces par trimestre -les commandes de l'armée passent dans le même temps de 250 à 3 000.

L'Occupation

1) Recensements et "protections"

Dès leur arrivée les Allemands recensent les ressources industrielles ~~le~~ département comme le prouve une correspondance du 18 juillet 1940 (27, doc 1) faisant apparaître un total de 214 entreprises de plus de six ouvriers (ce qui signifie qu'à la mi-1943 une soixantaine des plus petites ont disparu ou sont passées en dessous de la barre des cinq ouvriers). Semblable enquête est reconduite en mars 1941 par la Rüstungsinspektion du Mans, pour laquelle nous disposons du questionnaire, non des réponses. Enfin en 1943 un dernier inventaire est dressé pour recenser toute la main d'oeuvre (doc 2).

Les entreprises jugées directement utiles pour l'économie de guerre du Reich subissent un classement, une protection qui les met théoriquement à l'abri des restrictions d'énergie ou de matière première, en particulier les usines d'armement. Ainsi sept entreprises sont déjà classées V. Betrieb au 1^{er} janvier 1942 (371 ouvriers). Elles sont vingt-cinq au 1^{er} mai 1943 (1 826) ouvriers) tandis que trois autres sont Rüstungsbetriebe (874 ouvriers). Plus tard le classement "S" (Speerbetriebe) concerne vingt et une entreprises au début de 1944, soit environ 2 600 ouvriers - chiffre de l'embauche à la mi-1943 -. b

2) L'activité du secteur protégé

La métallurgie est le secteur le plus protégé (n° 2, 3, 4, 5, 7 dans l'ordre de classement "S" au début de 1944) (3). L'entreprise d'aéronautique Borel connaît un essor remarquable pendant l'Occupation (main d'oeuvre, chiffre d'affaires). La Société Générale de Fonderie de Port-Brillet - marque Chappée -, première entreprise du département avant-guerre n'a plus autant d'ouvriers : 980 en 1939, 500 en juillet 1943 - il y a déjà 150 départs pour l'Allemagne - dont 190 femmes. Pourtant jusqu'en 1942 on juge la "production régulière" (4) grâce aux commandes de l'armée allemande et de divers clients civils également Allemands (5) -

la ferblanterie GAUTHIER de Gorron qui employait 98 ouvriers avant 1939 en a encore 89 en juillet 1942 et travaille à 13,5 % pour les besoins de l'armée allemande, selon les Renseignements Généraux (6). La quasi-totalité des burettes lui sont destinées tandis que l'entreprise fabrique aussi 7 000 réchauds à alcool par mois pour les besoins des civils français. La fonderie CURY et CHARRIER, de Laval, qui fabriquait en 1939-40 des obus de 55 et des grenades, produite de 50 à 55 tonnes par mois de fonte spéciale pour les moteurs, en 1942, avec 56 ouvriers. JULES-RICHARD travaille exclusivement pour l'Allemagne (pièces pour instruments de photographie aérienne) avec le même nombre d'ouvriers (50), la petite entreprise DIRICKX-TRIQUÉ de Congrier (crochets pour ardoises) reçoit 10 tonnes par mois de matière première pendant l'Occupation. L'usine de traitement de l'antimoine de la Lucette peut rapidement reprendre son activité après la Débâcle, son directeur ayant été libéré de captivité. Grâce à 50 tonnes de minerai arrivé d'Algérie par Marseille, le problème de réserve ne se pose pas, au moins jusqu'en novembre 1942. En mai 1943 l'entreprise aurait encore une autonomie de dix-huit mois selon les Renseignements Généraux (7) qui estimaient déjà en 1941 que la "situation industrielle serait bonne et aucun chômage ne serait à craindre" (8). La durée du travail est d'ailleurs portée à 56 heures par semaine. Pourtant les effectifs passent de 80 en 1939 à 60 en novembre 1941 puis 45 en mai 1943. La fonderie Pellier de Brive fait figure d'exception dans la métallurgie : de 300 ouvriers en juin 1940 elle passe à 18 en avril 1943 puis à 9 à la fin de la même année. Le décès de son patron explique sans doute son effondrement.

Dans la chaussure, six entreprises sont classées "S". Si l'emploi paraît stable, la production est très fluctuante (mais les chiffres sont rares) et la durée du travail très variable. METAIRIE à Ernée fabrique 100 paires par heure en en 1939, 155 en avril 1943, mais à raison de 36 heures par semaine. PRIVAS à Laval fabrique des brodequins pour la Wehrmacht.

FAUCHARD à Goron répond aux besoins de l'Allemagne et de l'organisation Todt : 6 000 paires par mois avant avril 1942 ; ses effectifs passent de 64 ouvriers en 1939 à 76 en juin 1944.

L'AMIANTE du CAP, à Laval, première usine à être classée "S", voit ses effectifs baisser d'un tiers, sa production de moitié en 1943, par rapport à 1939, faute de matière première.

Le textile, en grande partie protégé, réussit tant bien que mal à maintenir ses emplois, mais souffre de façon permanente de pénurie de matière première et d'énergie. Paradoxalement c'est d'ailleurs une entreprise non protégée, les tissages de VAISSIERE, de Laval, qui profite les plus de commandes pour l'armée allemande : 11 736 pièces par mois en 1943, 13 882 en 1944 (60 ouvriers).

La carrière de pierre de la Kabylie à Voutré (230 ouvriers en 1939, 160 en septembre 1942, 180 en mars 1943) accroît ses horaires (48 heures par semaine) et augmente sa production grâce aux commandes du Mur de l'Atlantique (600 tonnes par jour en 1942, 800 en mars 1943). En avril 1942 sa production est de 26 % supérieure à celle de 1939. Les Allemands fournissent régulièrement charbon et carburant (9). L'arrêt de construction du Mur provoque une rechute au printemps 1944 (165 ouvriers).

3) Le secteur non protégé

L'agro-alimentaire, peu développé en Mayenne, semble se maintenir ou progresser légèrement. Mais les renseignements sont rares et la taille des entreprises modeste. La fromagerie PERREAULT, de Bazouges, qui assure 50 % de la production fromagère du département, emploie 64 ouvriers en 1939, 75 en mars 1943, 81 en mai 1944 malgré les problèmes de collecte de lait liés à la pénurie des moyens de transport (10). L'huilerie MARCHAND, de Château-Gontier, fait face à l'arrêt de l'importation d'arachide du Sénégal qu'elle remplace par de l'huile de pépins de raisin (on envisage même d'utiliser les pépins de citrouille) ou par des oléagineux produits localement (colza, navette, oeillette, tournesol).

La briquetterie de Sainte-Suzanne, pourtant non protégée,

travaille presque uniquement pour l'Allemagne (10 000 tuiles ou briques par jour en 1942). Ses effectifs progressent de 30 ouvriers en septembre 1941 à 50 en avril 1943 (dont un tiers de prisonniers en guerre d'Afrique du Nord) à raison de 54 heures par semaine. Par contre les ardoisières de Renasé rencontrent beaucoup de difficultés (648 emplois en novembre 1942, 546 en mai 1943) pour une durée de travail de 51 heures par semaine, dans un contexte d'hostilité entre classe ouvrière combattive et milieu rural environnant (11).

Les imprimeries de Mayenne (Joseph FLOCH, JOUVE et Cie, Julien FLOCH) connaissent un effondrement de leurs effectifs (238 ouvriers en 1939, 140 en mars 1943). Il en va de même pour les fours à chaux : chute d'un tiers à deux tiers de la main d'oeuvre et de la production. A Louverné 17 à 20 000 tonnes par an avant guerre, 8 à 10 000 en mars 1943. A Saint Pierre la Cour, TROCHON et SAMINN passe de 10 000 à 6 000 tonnes pour la même période, FEUX-VILAINES de 7 000 tonnes en 1941 à 5 000 en 1943.

Au total, secteurs protégé et non protégé confondus, la situation paraît plutôt bonne à la mi-1942 selon un rapport de la Chambre de Commerce et d'Industrie, grâce aux commandes allemandes dont on souhaite le maintien, mais il y a bien des contrastes d'une branche à l'autre : "en dépit de bien des difficultés, la situation, dans l'ensemble, s'est maintenue à un niveau relativement satisfaisant, en dehors de l'industrie textile qui est de beaucoup la plus touchée. Certaines branches ont même accusé de plus-values assez substantielles provenant évidemment de commandes de l'armée allemande - les industries extractives ont travaillé convenablement ; la chaussure également. En somme, les chiffres communiqués ~~est~~ ^{sont} plutôt réconfortants (...).

Il est juste d'ajouter que si le passé a été en général assez satisfaisant, le mouvement de déclin est continu et laisse à craindre le pire. Et il est non moins certain que si, pour une raison quelconque, les occupants arrêtaient leurs travaux, il y aurait alors une crise du chômage sévère à laquelle il serait difficile de parer en raison du manque généralisé de matières premières et d'outillage. (12)

Pourtant à la même époque, en juin 1942 commence la politique de concentration industrielle, politique brutale qui va retirer à plus d'un patron la confiance accordée à Vichy. Par exemple l'usine d'Oisseau (Filatures et Tissages de Flers), dont les effectifs fondent, doit fermer ses portes en avril 1943 (140 ouvriers en 1939, 117 en août 1942, 30 en septembre, 8 en avril 1943).

4) Le printemps 1944 : des industries à bout de souffle

Avant même le débarquement du 6 juin la plupart des industries ont d'énormes difficultés à fonctionner, du fait des sabotages et des bombardements qui ne permettent plus la livraison des matières premières par voie ferrées et aussi à cause des nombreuses coupures de courant électrique. L'usine de tissage DENIS à Fontaine-Daniel n'assure plus, au 30 mai 1944 que 10 % de sa production d'avant-guerre. La fromagerie PERREAULT subit une chute de la collecte de lait du fait des problèmes de transport (carburant, lubrifiant, pneus usés). La briquetterie de Sainte Suzanne ne reçoit plus de charbon. Les ardoisières de Renazé s'arrêtent en mai 1944 (alors que la Kabylie à Voutré ne souffre d'aucune restriction et peut tenir jusqu'au 26 juillet soit 10 jours avant la Libération). Les fours à chaux de Louverné ferment le 5 juin 1944. En règle générale, les fours à chaux ont été très affectés par les départs au STO.

Dans la métallurgie, la SGF (CHAPPEE) à Port-Brillet cesse sa production en mai 1944 faute de coke et d'électricité (il n'y avait plus de travail que pour 10 ouvriers sur 450). En avril 450 ouvriers sur 850 chôment chez Borel.

Dans l'industrie de la chaussure à Ernée on a le projet de travailler la nuit ou le dimanche pour pallier le manque de courant électrique. Dès novembre 1942 MAYENNA impose un horaire de travail quotidien de 9 heures à 13 heures et de 18 h 30 à 22 h 30. En mai 1944 MAYENNA et VALLEE ferment à Ernée faute d'électricité (400 chômeurs à Ernée dès mars 1944). DESMOIRES à Gorron ferme en juin. FAUCHARD, également à Goron, qui fabrique des brodequins pour l'armée

allemande ne peut écouler ses 11 000 paires en stock (la production de 2 à 3 mois) faute de wagons.

5) Quelle stratégie industrielle sous l'Occupation ?

Faire des affaires ?

Le nombre de patrons qui ont eu cette motivation est difficile à mesurer. Certes beaucoup ont travaillé pour l'Allemagne, protégés ou non (et feront valoir la contrainte) ; quelques uns ont augmenté leurs effectifs et leurs capacités de production. Mais pour beaucoup le paiement d'amendes au titre des profits illicites ne sera somme toute considéré que comme un simple redressement fiscal. Le cas de BOREL, très complexe, mis à part, une seule entreprise, dans l'agro-alimentaire a semblé faire du zèle (30 ouvriers en 1942, 40 en juillet 1944 ; 66 heures de travail par semaine, construction de nouveaux locaux par les ouvriers à une période temporaire de pénurie ; licenciement d'un ingénieur, soupçonné de sabotage).

S'adapter et préparer l'avenir ?

Le cas de la fonderie CHAPPEE répond à cette question en prévoyant de nouvelles fabrications ou l'utilisation de matériaux nouveaux (comme l'aluminium), en apprenant à économiser l'énergie et en fabriquant des appareils moins lourds (18 kg de fonte et 18 kg de coke économisés sur chaque cuisinière soit un total de 950 tonnes de coke par an). Un savoir-faire d'autant plus important que, selon le directeur, la pénurie durera quelques années encore après la fin de la guerre (13).

Sauvegarder l'emploi et attendre ?

C'est l'attitude la plus courante et qui correspond parfaitement au patronat mayennais traditionnel et paternaliste. Cela est très net dans le textile. Chez DENIS (Fontaine-Daniel) la baisse des effectifs est faible et les ouvriers, en partie logés par le patron, au village, pendant les

périodes de chômage technique, sont alors employés à divers travaux de jardinage et d'entretien (doc 8). DIEHL (Filatures de Laval) écrit au Préfet : "Depuis juillet 1940 nos ateliers ont progressivement cessé toute activité. En contrepartie nous avons constitué un ouvroir permettant d'occuper le personnel féminin (230 000 pièces tricotées pour les oeuvres d'assistance nationale ou pour la clientèle locale). Quant au personnel masculin nous l'avons employé à des travaux d'entretien et d'amélioration intérieure de notre matériel technique, même pendant la période de bombardement" (14). Chez CHAPPEE, la direction maintient le lien avec les ouvriers partis en Allemagne au titre du STO et s'enquiert de leurs conditions de vie (15). Pour beaucoup de patrons il s'agit donc de tenir en sauvegardant son outil de travail, et jusqu'à la paix, quelle qu'elle soit.

La Libération : le lent retour à la normale

1) Les dégâts matériels

Ils sont somme toute peu importants pour le département libéré très rapidement après la percée d'Avranches. A Laval les usines BOREL, la fonderie CURY & CHARRIER contiguës ont été bombardées à 50 % de même que les usines de textiles FEINTE dont le matériel est intact (et qui peut reprendre ses activités en avril 1945). A Mayenne, sévèrement bombardé le 9 juin 1944, la fonderie PELLIER est en ruine, l'imprimerie FLOCH détruite à 50 %.

2) Pénurie et chômage technique

C'est le lot de la plupart des entreprises. Les fabricants de matériel agricole, assez nombreux dans le département, protestent contre le fait que le Comité d'organisation de la machine agricole ne prévoit que des réparations et aucune fabrication pour 1945-46, alors qu'on importe du matériel américain (16).

Dans la métallurgie les entreprises non prioritaires vivent au jour le jour. C'est le cas pour CURY & CHARRIER tandis que JULES-RICHARD passe de 50 ouvriers à 35 en juin 1945, faute de commandes.

Pour les fours à chaux c'est l'arrêt quasi-total par manque de combustible. "La production est quasi nulle" en mars 1945 pour TROCHON & SAMINN de Saint-Pierre-la-Cour. Leurs ouvriers s'occupent à la fabrication de bottes de paille compressée (17). Les chauffourniers réclament des prisonniers de guerre pour compenser leurs pertes précédentes de main d'oeuvre dues au STO (en 1947 encore 3 000 PG travaillent dans le département dont 500 dans l'industrie. En fait, l'utilisation de PG dans l'industrie n'est pas perçue par les ouvriers comme une concurrence, alors que, c'est le cas dans l'agriculture).

Dans la chaussure, la pénurie dure jusqu'à la fin de 1945. Les 3 manufactures d'Ernée ne travaillent que 30 heures par semaine en février 1945. Le secteur de production civile est le plus touché : pantoufles TOUTAIN de Laval, 1 200 paires par jour en 1939, 400 en 1945.

3) Un recours : les commandes publiques militaires et civiles

Elles sont le fait de l'armée américaine et surtout du gouvernement français.

Les Américains nouent rapidement des contacts avec les milieux économiques locaux. "Les 11 et 24 août 1944, au cours de deux entretiens franco-américains qui se tenaient à la Préfecture, la Chambre de Commerce affirmait que le seul moyen de sortir rapidement de la situation que nous connaissons alors c'était d'accepter l'offre qui nous était faite par les Américains à titre de dépannage et à des prix et des taux de marque réellement bas, non pas de matières premières, mais de produits finis, de marchandises et denrées donnant au commerce régulier le moyen de fonctionner, et ce faisant, d'abattre le marché noir. Fortement soutenu par Mr LEPAGE, chef des Services économiques, notre compagnie ne put cependant obtenir gain de cause près du premier administrateur départemental du moment". (18)

Comme le libérateur préfère fournir des produits finis plutôt que de donner à fabriquer, un projet de toiles de tentes pour l'armée

américaine faite par le Filatures de Laval avec du coton d'Outre-Atlantique échoue en décembre 1944. Par contre l'Amiante du Cap reçoit 230 tonnes d'amiante des Etats-Unis et des commandes militaires, en avril 1945, ce qui lui assure du travail pour six mois.

Les commandes françaises, tant de l'armée que du ministère de la Reconstruction se révèlent plus substantielles et dans la quasi totalité des cas s'adressent aux entreprises qui ont le plus travaillé pour l'ennemi et ont de ce faire un outil de travail en état. BOREL est classé prioritaire de même que GAUTHIER à Gorron qui fabrique en janvier 1945 15 000 grenades à main par jour et ne commence à licencier qu'en juillet quand les commandes diminuent. La SGF (Port-Brillet) embauche pour faire face aux besoins des sinistrés (200 poêles par jour) 450 ouvriers en mai 1944, 530 en janvier 1945, 630 en juin. La petite entreprise de crochets pour ardoises DIRICKX-TRIQUE voit une progression géométrique de sa production grâce aux commandes de l'armée, de la SNCF, du Ministère de la Reconstruction : 12 ouvriers en 1939, 70 fin 1945.

Dans la chaussure, les trois grandes manufactures d'Ernée ont de modestes commandes militaires, mais à Gorron, FAUCHARD, qui travaillait pour l'Allemagne, rouvre en juillet 1945 avec une commande de 13 000 paires pour la Marine ; 84 ouvriers - 76 en juin 1944 - travaillent 48 heures par semaine.

Dans la confection, De la VAISSIERE à Laval fabrique 150 pièces par jour (vareuses et pantalons militaires) en décembre 1944 avec la moitié de ses effectifs de l'Occupation.

4) La reprise, dates et ampleur

Dans le textile aucune reprise ne se manifeste avant le retour général à la paix en Europe. N'ayant aucune commande militaire et n'étant pas prioritaire cette branche ne peut fournir les nombreux tailleurs et couturières qui, en aval, se plaignent que tout le tissu est

réservé pour l'armée. Trois entreprises de Laval reprennent en avril 1945 : FEINTE (bombardée) avec 62 ouvriers, les tissages VALLET, DUCHEMIN avec 30 ouvriers (140 en 1939). Les Tissages de Mayenne reprennent en août mais les Filatures de Flers à Oisseau n'ont toujours pas repris en septembre et les ouvriers s'occupent comme bûcherons tandis que les femmes tricotent.

Les industries de la chaussure souffrent d'un manque permanent de matières premières qui n'arrivent en quantité satisfaisante qu'à la fin 1945. Le secteur agro-alimentaire se rétablit très vite. En particulier la collecte de lait progresse (568 000 litres en février 1945, 1 934 000 en juillet). La production de fromage passe de 39,9 tonnes à 175,6 tonnes pendant la même période. La fromagerie PERREAULT semble fonctionner normalement dès l'hiver 1944-45.

La carrière de la Kabylie reprend très vite aussi. Elle est réouverte le 18 septembre 1944 et produit à la fin de l'année 200 tonnes par jour (contre 600 à 800 pendant l'Occupation). La société embauche des PG et des ouvriers agricoles chassés des campagnes par la concurrence d'autres PG non payés. D'après l'Inspection du Travail, la Mayenne manquerait d'ailleurs de main d'oeuvre à la fin de 1945. (19)

Au total, la reprise est très lente et n'est perceptible que vers la fin de 1945. En novembre les Renseignements Généraux estiment que les entreprises mayennaises fonctionnent à 70_80 % de leur niveau d'avant-guerre, ce qui n'est guère satisfaisant compte tenu de la situation économique locale pour cette période de référence (20).

5) Des idées neuves pour le patronat ?

Les bouleversements de la guerre ont-ils modifié le comportement du patronat local ? Si l'on juge son attitude à l'égard de V. André directeur de BOREL qui pratiquait une politique sociale "trop audacieuse", il faut bien répondre par la négative.

Au sein du CDL la partie du cahier de doléances de la Mayenne pour les Etats Généraux de la Renaissance Française est rédigée par un patron qui ne manifeste aucune ambition industrielle pour son département et consacre le seul voeu de portée locale à un vieux projet tricentenaire de liaison fluviale Caen-Angers. Il souhaite tout de même la décentralisation industrielle pour "apporter la vie à des régions qui se meurent" (21). Jean DENIS, dirigeant des tissages de Fontaine-Daniel accuse les comités d'organisation et l'économie dirigée née de la guerre et qui se prolonge de générer "une administration trop vaste et par là même trop rigide". Il met toute sa confiance dans un retour au libéralisme grâce auquel "l'organisation politique aura pour seule tâche de surveiller de l'extérieur et sans ingérence si les droits de l'individu sont respectés." (22)

Mêmes propos dans les diverses doléances des patrons recueillies par la Chambre de Commerce et d'Industrie lors d'enquêtes mensuelle (23). Ils réclament le retour rapide à la liberté, un frein à la vague de règlement et la suppression d'une grande partie des fonctionnaires.

La guerre qui n'a pas changé la structure des industries mayennaises, n'a pas non plus changé leurs dirigeants.

Au total, la période 1919-1950 n'est pas faste pour la Mayenne. Le déclin démographique freiné par la guerre reprend jusqu'en 1968, date à laquelle s'amorce une reprise liée à l'industrie

1946 : 256 317 habitants

1954 : 251 522 habitants

1962 : 250 030 habitants

1968 : 252 762 habitants

En 1901, 23,2 % de la population active est employée dans l'industrie, en 1954 il n'y en a plus que 18,4 %. Les emplois dans le secondaire tombent de 39 000 à 23 400. C'est le département qui a, en 1951, le plus fort pourcentage de bas salaires : plus de 75 % des salaires sont inférieurs à 250 000 francs par an.

La Mayenne reste un département sous-industrialisé avec des entreprises de petite taille offrant peu d'emplois, alors même que l'exode rural se poursuit ; ce n'est qu'à la fin des années cinquante que l'agro-alimentaire se développe dans des entreprises comme BESNIER.

La décentralisation permet la réindustrialisation du département avec un développement de la métallurgie et de l'électronique, la vieille industrie textile, par contre, continue de décliner.

NOTES

(AD 117.)

- (1) ~~AD May, STOT~~ Archives départementales de la Mayenne, dossier 870
- (2) AD May., 1W 2815.
- (3) AD May., 1W 918.
- (4) ~~CCI~~, documents annexes. Chambre de commerce et d'industrie, CCI,
- (5) Archives privées.
- (6) AD May., AW 920.
- (7) Ibid.
- (8) AD May., 1W 2815.
- (9) AD May., 1W 918.
- (10) AD May., 1W 920.
- (11) Ibid.
- (12) CCI, Registre de délibérations, séance du 14 février 1942.
- (13) CCI, Registre des délibérations, documents annexes, 1944.
- (14) AD May., 1W 2459, lettre du 27 juin 1945.
- (15) Archives privées.
- (16) AD May., 1W 920.
- (17) Ibid.
- (18) CCI, Document annexe au procès-verbal de la séance du 26 juillet 1947.
- (19) AD May., 1W 2804.
- (20) AD May., 1W 918.
- (21) AD May., 1W 1011, cahier préparatoire pour les Etats Généraux de la Renaissance Française.
- (22) Jean Denis
- (23) CCI, liasse P 24.